

## La bataille de Paris du 17 octobre 1961

Sous le titre : *le massacre du 17 octobre 1961*, un article de l'encyclopédie en ligne Wikipedia fait le point de cette bataille qui a opposé 25.000 manifestants « algériens », fermement encadrés par le FLN, à 1.658 policiers et gendarmes engagés par le préfet Maurice Papon. Cet article affirme que 32 à 325 manifestants ont été tués, des dizaines jetés à la Seine, en particulier au pont St Michel, 11.700 interpellés et tabassés, dont un certain nombre dans la cour de la Préfecture de Police.

L'auteur se réfère essentiellement aux ouvrages de Jean-Luc Einaudi (*la bataille de Paris*, le Seuil, 1999), de Jean-Paul Brunet (*Police contre FLN*, Flammarion, 1999), de Raymond Muelle (*7 ans de guerre en France*, Grancher, 2001) et à l'article de Paul Thibaud dans l'Express du 11 octobre 2001. Quatre autres auteurs sont cités (Sylvie Thénault, Jim House et Neil Macmaster, Linda Amiri et Benjamin Stora) et 6 réalisateurs de films. D'emblée, on notera que le chiffre de 32 tués est celui de Brunet, et 325 celui d'Einaudi.

Il apparaît ainsi que des sources importantes sont ignorées :

- un 2<sup>o</sup> livre de JL Einaudi : *Octobre 1961, un massacre à Paris*, Fayard, 2001,

- un 2<sup>o</sup> livre de JP Brunet : *Charonne, lumières sur une tragédie*, Flammarion, 2003,

- un article du colonel Raymond Montaner : *la manifestation du FLN à Paris le 17 octobre 1961*, dans la revue *Guerres mondiales et conflits contemporains* de 2002,

. le livre de Rémy Valat : *Les calots bleus et la bataille de Paris*, Michalon, 2007.

- les articles de Catherine Segurane: *le 17 octobre 1961 : Essai de dénombrement des morts*, et *La propagande à l'œuvre*, dans Agoravox d'octobre 2010 .

Professeur émérite d'Histoire à l'Université de Paris IV, JP Brunet est connu comme un auteur rigoureux. Il est le seul à avoir exploité toutes les archives, en particulier de la PJ, et à en avoir fait une critique historique, ce qui n'est pas le cas d'Einaudi, ni de Paul Thibaud, ni de Sylvie Thénault. Pris à parti de façon polémique par JL Einaudi, JP Brunet a consacré deux chapitres de son 2<sup>ème</sup> livre à la manifestation du 17 octobre. Il souligne à nouveau les violences inadmissibles<sup>1</sup> des policiers, confirme les vengeances exercées par des policiers « activistes », mais estime que sur 75 morts conduits à l'Institut médico-légal (IML), la majorité est imputable au FLN.

Examinant cas par cas la liste des 325 noms, il confirme son évaluation de 32 tués : 14 certains <sup>2</sup>, 8 vraisemblables, 4 probables et 6 possibles. Il avait précisé dans *l'Histoire* d'octobre 2001 : *30 morts en comptant large*. Dans son *Histoire de la guerre d'Algérie* (1992), Benjamin Stora corrige son évaluation de centaines de victimes, et ne parle plus que de dizaines.

JP Brunet estime que les 246 morts signalés par Geronimi, correspondent aux 308 cadavres (dont 60 douteux) examinés à l'IML en 1961 : 141 sont enregistrés avant le 17 octobre, et 72 après le 19. Il en est de même des 109 décès du *Service des successions musulmanes*, dont 55 ont eu lieu avant le 17 octobre, et 22 sans date de décès déterminée. Dans son mémoire de maîtrise, Pierre Brichard, qui a étudié les listes de ce Service, en attribue une trentaine à la répression policière. Le séminariste Grange ne confirme pas la mort des neuf corps couchés à l'entrée du Palais des sports, et Linda Amiri, ayant eu accès aux archives de la Fédération de France du FLN, dément le matracage des détenus dans la cour de la Préfecture de Police (ce que confirme Montaner).

Une seule noyade, au pont St Michel, a fait l'objet d'un constat. Au total, en septembre et octobre 1961, 34 cadavres ont été retirés de la Seine et des canaux, qui ne paraissent pas imputables à la répression de la manifestation. Vidal-Naquet reconnaît que *le FLN n'hésitait pas à tuer et à jeter des cadavres dans la Seine*.

Le professeur Brunet dénonce dans l'exploitation de cette affaire *un mythe forgé pour les besoins d'une cause militante*. Admirateur de Mao et de Pol Pot, *l'historien du dimanche* Einaudi se révèle un *hagiographe du FLN, mouvement à visées totalitaires*. On pourrait en dire autant d'autres auteurs.

Catherine Segurane observe les moyens employés pour faire croire à des centaines de meurtres :

-- jouer sur les dates en ajoutant au 17 octobre les mois d'octobre et novembre,

- prétendre à un grand nettoyage destiné à faire disparaître les preuves,
- présumer la culpabilité des policiers,
- inventer des légendes d'épouvante de la population.

Un des premiers instruments de cette mythologie macabre est un tract anonyme du 31 octobre attribué à un groupe de policiers républicains, qui rappelle les procédés du parti communiste et de la CGT. On y évoque les cadavres jetés dans la Seine, les pendus du bois de Vincennes et les Algériens arrosés d'essence et brûlés. D'autres bobards citent les fosses communes imputées à la police, les enterrements clandestins par la famille, les corps jetés par avion dans la mer.

Historien de la guerre d'Algérie, vice-président de la *Commission française d'histoire militaire*, il me semble qu'il faut replacer cette bataille dans la stratégie générale du FLN, qui après avoir perdu les batailles d'Alger et des frontières, et se sentant humilié par les fraternisations de mai 1958, a décidé le 28 août 1958 de *transporter la guerre en territoire français, et ordonné à ses commandos de combattre furieusement l'ennemi*.

Cette décision faisait suite à la volonté, proclamée dès 1955, d'exterminer les messalistes, considérés comme des traîtres, en Algérie et en métropole <sup>3</sup>. Ces deux décisions se sont traduites par le massacre en métropole d'au moins 3.957 nord-africains, 150 Européens, 16 militaires et 53 policiers (*le Monde* du 20 mars 1962), auxquels s'ajoutent 48 harkis. Ces actions terroristes expliquent, sans les excuser, l'exaspération des policiers et les excès auxquels ils se sont livrés.

Quant à la décision de réagir, par une manifestation pacifique, au couvre-feu imposé le 6 octobre par la Préfecture de Police, elle n'a pas été approuvée par toutes les instances du GPRA. Mohamed Harbi écrit dans le Monde du 5 février 1999 : « *ce qui a joué dans le déclenchement de la manifestation du 17 octobre, ce sont plutôt des enjeux internes, voire des ambitions personnelles...On était proche de la fin...Ce sont déjà des luttes pour le pouvoir dans l'Algérie indépendante* ».

Les arrestations opérées le 17 octobre avaient été précédées d'opérations de démantèlement des groupes armés du FLN en région parisienne. Selon le *Service de coordination des Affaires algériennes* (rapports des 1<sup>er</sup> et 4 décembre), 205 armes à feu, 8 bombes, 26 plastics, 106 grenades et obus ont été saisis en deux mois ; 91 responsables de groupes armés ont été arrêtés, 2.545 militants politiques transférés en Algérie. Les liaisons internes ont été rompues et la Fédération de France du FLN a suspendu les attentats. *Pour le présent*, conclut ce rapport, *la bataille de Paris ne tourne pas à l'avantage du FLN*.

Maurice Faivre, le 10 octobre 2011

---

<sup>1</sup> « *inadmissibles mais secondaires* », déclare de Gaulle, qui selon Messmer partage avec le gouvernement la responsabilité de la répression

<sup>2</sup> C'est le chiffre retenu par le colonel Montaner, ancien chef de la *Force de police auxiliaire*.

<sup>3</sup> Réf. Jacques Valette, *La guerre d'Algérie des messalistes*, L'Harmattan, 2001.